

STUART EIZENSTAT

Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal en politique intérieure de la Maison Blanche auprès du Président Jimmy Carter

Jim Bitterman, correspondant européen de CNN à Paris

Commençons par Stuart Eizenstat, en ligne depuis Washington, qui pourra nous guider un peu dans les méandres de la politique étrangère et nous dire comment elle va évoluer avec la cohabitation entre le président et le nouveau Congrès.

Stuart Eizenstat

Merci, Jim, c'est un plaisir d'être ici parmi vous. Tout d'abord, le vote des grands électeurs aux élections de mi-mandat est vraiment stupéfiant. Normalement, à ce scrutin, le parti du président perd en moyenne 25 à 35 sièges à la Chambre des représentants et deux à quatre sièges au Sénat. Or, à ces élections, les démocrates ont gagné un siège au Sénat et n'ont perdu que sept sièges à la Chambre. Ce résultat est remarquable sachant que selon les sondages, 70 % de la population estimait que le pays allait dans la mauvaise direction avec une inflation élevée et une pandémie persistante. Le grand perdant du scrutin a été Donald Trump ; les candidats qu'il soutenait ont presque tous perdu, tandis que les candidats modérés, tant côté républicain que démocrate, en sont sortis vainqueurs. Le tout dernier sondage, réalisé il y a quelques jours, montre pour la première fois que le gouverneur DeSantis est le candidat préféré des électeurs républicains en cas d'hypothétique candidature aux présidentielles de 2024. Pour illustrer la rapidité de la chute de Trump, prenons l'exemple du New York Post, contrôlé par Rupert Murdoch, qui, pour annoncer la décision de Trump de se présenter à l'élection présidentielle, affichait en bas de la première page : « Un homme de Floride décide de se présenter à l'élection présidentielle. Voir page 26 ». Néanmoins, malgré leur courte majorité à la Chambre, les républicains contrôleront l'agenda de la Chambre et toutes les commissions. Cela signifie un blocage de l'agenda législatif de Biden sur le plan intérieur, il gouvernera donc de plus en plus par décrets au cours des deux prochaines années. Nombre de ces mesures seront contestées devant la justice. Les républicains disposent d'un pouvoir d'assignation à comparaître et organiseront de nombreuses auditions, à commencer par Hunter Biden, le fils du président, et tenteront d'impliquer le président lui-même dans les transactions de son fils avec la Chine. Il y aura des auditions sur le retrait d'Afghanistan. Et même une sur l'« instrumentalisation » du FBI et du ministère de la Justice par le gouvernement. Il est possible que le président soit ainsi amené à se recentrer sur la politique étrangère. Il consacra beaucoup plus de temps à la politique étrangère qu'il ne l'a fait ces deux premières années, dans la mesure où sa marge de manœuvre en tant que commandant en chef est beaucoup plus grande. Je pense que c'est une bonne chose que les États-Unis s'engagent dans le monde. Il mettra l'accent sur ses réalisations sur le plan intérieur.

Voyons maintenant ce qui est susceptible de se produire en matière de politique étrangère et commerciale. Tout d'abord, en ce qui concerne l'Ukraine, l'administration a demandé et obtenu un budget supplémentaire de 40 milliards de dollars pour la livraison d'armes à l'Ukraine, qui s'étendra sur une année entière. Ceci en anticipation de la prise de contrôle par les républicains, sachant qu'un pourcentage significatif de la nouvelle majorité républicaine sera favorable à la politique nationaliste, néo-isolationniste « l'Amérique d'abord » de Trump, et plus sceptique à l'égard de l'aide à l'Ukraine. L'administration Biden veut disposer d'un programme d'aide majeur à l'Ukraine pour au moins une autre année entière. Voilà donc pour les républicains de la Chambre des représentants. En revanche, on peut s'attendre à ce que les républicains du Sénat, sous la direction du chef de la minorité, le sénateur McConnell, continuent à soutenir l'aide à l'Ukraine et critiquent même l'administration pour ne pas avoir envoyé suffisamment d'armes sophistiquées.

La politique de Poutine est clairement de diviser et d'affaiblir l'Occident, de susciter une lassitude à l'égard de la guerre, de faire monter les prix de l'énergie et, en Ukraine, de plonger le pays dans le noir pour forcer un compromis territorial. Ma crainte est que de nombreux Européens, confrontés à un hiver difficile, fassent pression sur Zelensky pour conclure un compromis similaire à la DMZ (zone démilitarisée) entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Il est peu probable que le président Biden suive cette voie et je pense qu'il se rangera à la décision de Zelensky.

En ce qui concerne la Chine, les élections de mi-mandat ne changeront rien au consensus bipartisan sur une ligne dure envers la Chine. Je pense que rien ne va changer à ce niveau-là car Biden, en vue d'une éventuelle course à la présidence, ne veut pas prêter le flanc aux critiques des républicains pour sa soi-disant faiblesse sur la question chinoise. Et cela est regrettable à bien des égards, car le président a poursuivi bon nombre des politiques commerciales à l'égard de la Chine mises en place par Trump et a notamment maintenu les taxes douanières sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises. Je crois que l'administration Biden était prête à supprimer ces taxes douanières à l'occasion de la visite à Taïwan de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, mais compte tenu des réactions très vives de la Chine, les États-Unis ont fait marche arrière. Cela permettrait pourtant de réduire l'inflation et de faire au moins un geste vers la Chine. Lors du récent sommet, Xi Jinping et le président Biden ont tenté d'enrayer la dégradation de leurs relations, sans grand succès. La Chine défie les États-Unis en Asie et au Moyen-Orient, Xi Jinping a ainsi rencontré quelque 37 chefs d'État. On a pu observer un net contraste entre sa visite en Arabie saoudite et celle de Biden. Les Saoudiens lui ont en effet déroulé le tapis rouge et réservé un accueil bien plus chaleureux qu'à Biden. Ils ont signé un accord de partenariat stratégique qui aurait été impensable il y a seulement quelques années et, même si les États-Unis restent le principal fournisseur d'armes des Saoudiens, il est clair que le Moyen-Orient souffre du vide laissé par les États-Unis.

Lorsque Trump s'est retiré de l'Accord de Partenariat transpacifique (TPP), il a laissé un vide énorme. Les 14 pays restants ont signé leur propre accord commercial sans les États-Unis et, en 2020, ils ont signé un accord supplémentaire de réduction des droits douaniers entre 15 pays du Pacifique et de l'Asie de l'Est. Cela a laissé le champ libre à la Chine et à son Partenariat économique régional global, auquel bon nombre de ces mêmes pays ont adhéré. Ce qui devait être un instrument permettant d'accroître l'influence des États-Unis a été abandonné ces derniers mois au profit d'un partenariat transpacifique affaibli, le Cadre

économique indopacifique pour la prospérité, dirigé par les États-Unis. C'est de moindre utilité si on le compare à l'Accord de partenariat transpacifique (TPP). Il porte sur les normes numériques, les chaînes d'approvisionnement, l'énergie propre, la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux, mais ne prévoit pas de réduction des droits de douane ou d'accès au marché des États-Unis. Ce n'est pas le genre de stratégie qui permettra aux États-Unis de rivaliser avec la Chine.

La pierre angulaire de la politique étrangère de Biden était et reste le ralliement des démocraties contre les autocraties. Dans cette optique, il a organisé cette année un sommet démocratique, et un sommet africain se tiendra dans les prochaines semaines, et on ne peut que s'en réjouir. Comme en témoigne la récente visite du président Macron, la première visite d'État en 21 mois du mandat de Biden, il existe de nombreuses tensions autour de l'Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation) qui prévoit d'énormes subventions dont seules pourront bénéficier les entreprises des États-Unis ou de pays ayant des accords de libre-échange avec les États-Unis, ce qui n'est pas le cas des pays européens. C'est une source de tension avec l'Europe au moment même où nous avons besoin de la coopération européenne avec l'Ukraine.

Jim Bitterman

Je me permets de vous interrompre un instant, Stuart, j'aimerais entendre les autres invités et nous sommes limités dans le temps. Merci pour votre analyse, nous avons pris bonne note de votre remarque sur le vide laissé au Moyen-Orient par les États-Unis. D'ailleurs, lors de la session 19, il a été dit que certains pays du Moyen-Orient se demandent où sont passés les États-Unis et où est passé leur leadership.

[...]

Jim Bittermann

Stuart, pensez-vous que les Américains ont le sentiment de gagner en Ukraine du fait que les Ukrainiens ont remporté des victoires ?

Stuart Eizenstat

Oui, je pense que nous faisons preuve d'une réelle solidarité, mais je voudrais appréhender cette question sous un angle plus général. En deux ans, Biden a totalement changé la politique étrangère de Trump. Il a redynamisé l'OTAN et la relation entre l'Union européenne et les États-Unis. Il s'est réengagé de manière très sérieuse dans les négociations sur le changement climatique. Il a levé les sanctions contre l'acier et l'aluminium européens prises au nom de la sécurité nationale en vertu de l'article 232 du Trade Expansion Act. Il a commencé à se réengager, même si ce n'est pas autant que je le souhaiterais, avec l'Asie via le nouvel accord commercial et il s'est rendu en Arabie saoudite. Je pense qu'il ne va pas en rester là, et la situation en Ukraine sera un véritable test, car les Européens veulent conclure un accord avec la Russie, et Biden s'y opposera, à moins que Zelensky ne l'accepte. Pour résumer, je pense que Biden s'est réengagé dans le monde et que dans les deux années à venir, surtout si son agenda intérieur est bloqué en raison de la prise de contrôle de l'une des deux chambres par les républicains, il sera davantage un président de politique étrangère et se réengagera davantage dans le monde. Je pense que c'est dans l'intérêt de toutes les démocraties. Il est fermement déterminé à soutenir les démocraties contre les autocraties et



je crois que cela restera au cœur de sa politique étrangère, tout comme l'engagement sur le changement climatique.